

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 813 / Décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ème} TRIMESTRE 2024

Les entreprises ont répondu à l'enquête de conjoncture pour moitié entre le 20 septembre et le 7 octobre et pour moitié entre le 7 octobre et le 8 novembre, date de clôture de l'enquête. Il est raisonnable de penser que les conséquences économiques du mouvement social qui touche actuellement la Martinique n'impactent que partiellement l'enquête de conjoncture de ce trimestre.

Le ralentissement se poursuit

Au troisième trimestre de l'année 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 96,1 points, un niveau en deçà de sa moyenne de longue période (100). Il recule de 2,3 points par rapport au deuxième trimestre, ce qui traduit une poursuite du ralentissement amorcé depuis le début d'année. Les perspectives sont orientées plutôt négativement et sont d'autant plus incertaines que le mouvement de protestation contre « la vie chère » affecte le climat social et la visibilité des acteurs économiques depuis le début du mois de septembre. Les entreprises évoluant dans les secteurs du commerce et de la restauration ont été particulièrement impactées par les événements (barrages, pillages) et par les restrictions qui en découlent (1^{er} couvre-feu le 18 septembre et renouvelé à plusieurs reprises), générant des baisses sensibles de l'activité. Le tissu économique dans son ensemble est fragilisé par les exactions commises en marge du mouvement : 142 entreprises ont été pillées ou incendiées selon un premier bilan de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique. Au-delà de l'impact immédiat, les conséquences pourraient se faire ressentir à moyen terme sur l'attractivité du territoire.

La confiance des chefs d'entreprise est fragilisée et ils sont 13 % à craindre une défaillance de leur entreprise dans les douze prochains mois, un chiffre en progression par rapport aux trimestres précédents. À fin septembre, le nombre de défaillances d'entreprises progresse de 2,1 % en cumul sur un an.

Pour autant, à ce stade, le solde d'opinion sur l'emploi ne se dégrade pas et la consommation semble se maintenir. Par ailleurs, la hausse des prix s'est repliée, et les conditions monétaires ont commencé à se détendre dans le sillage de la baisse des taux directeurs de la BCE entamée en juin 2024. Le taux moyen des crédits à l'habitat recule en Martinique au troisième trimestre et s'établit à 3,70 % (-16 points de base entre avril et juillet), après deux années de hausses successives.

L'indicateur du climat des affaires de nouveau en repli

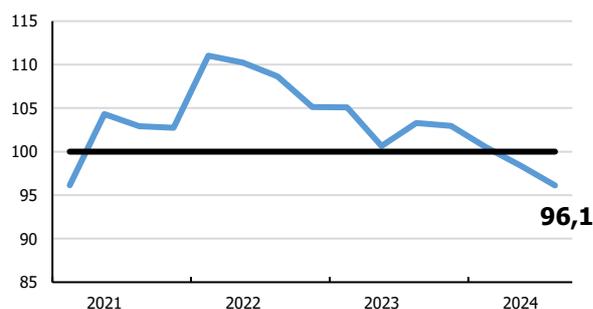
Au 3^{ème} trimestre 2024, l'ICA est de nouveau en recul à 96,1 points (-2,3 points) et enchaîne un troisième trimestre consécutif de baisse.

Les craintes sur la baisse d'activité, exprimées le trimestre précédent par les chefs d'entreprise, se sont matérialisées au troisième trimestre dans une majorité de secteurs. Une poursuite de la tendance est anticipée avec des perspectives sur l'activité qui n'indiquent pas d'amélioration, et des carnets de commandes des entreprises en baisse.

L'activité sur le trimestre écoulé contribue au repli de l'ICA. Pour le prochain trimestre, 1/3 des entreprises prévoient une baisse de l'activité, comme lors de l'enquête au trimestre précédent.

Le solde d'opinion sur la trésorerie se dégrade et les prévisions sont mal orientées et participent à la baisse de l'ICA.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)

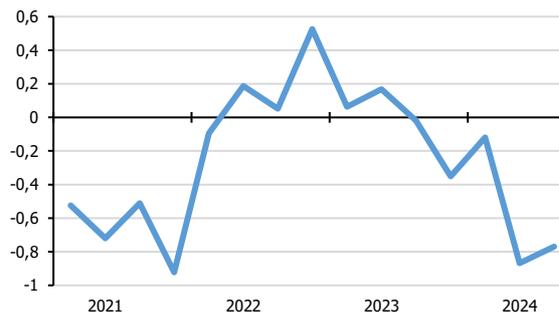


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Les carnets de commandes en net recul

Les carnets de commandes des entreprises sont en recul depuis le début de l'année. Cette baisse s'est intensifiée à partir du 2^{ème} trimestre et se confirme au 3^{ème} trimestre. Près d'une entreprise sur deux fait état d'un carnet de commandes en baisse ce trimestre.

Solde d'opinion sur les carnets de commandes



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

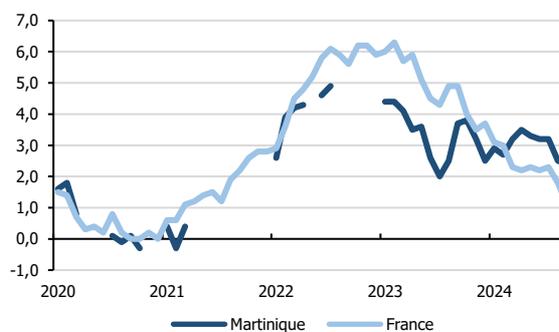
Ralentissement de l'inflation

En glissement annuel, les prix à la consommation augmentent de +2,4 % en septembre (+1,1 % pour la France entière), contre +3,2 % à fin juin, confirmant le ralentissement de l'inflation. Les prix progressent de 2,8 % pour l'alimentation, de 1,8 % pour les produits manufacturés, de 1,9 % pour l'énergie, et de 2,6 % pour les services.

Entre juin et septembre, les prix progressent très légèrement (+0,1 %). Les prix de l'alimentation sont en hausse de 1,2 % et les produits manufacturés de 0,5 %, alors que les prix de l'énergie et des services sont en baisse respectivement de 1,4 % et de 0,2 %.

L'enquête de conjoncture confirme cette tendance au repli de la hausse des prix, les chefs d'entreprises étant plus nombreux à déclarer une baisse des prix de vente qu'une hausse ce trimestre.

Évolution en glissement annuel de l'indice des prix



Source : Insee © IEDOM

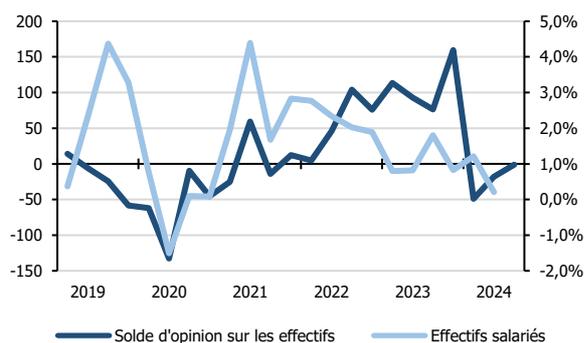
Pas d'évolution notable sur le marché du travail

Au troisième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) diminue légèrement (-0,1 %, CVS), après la légère hausse enregistrée au deuxième trimestre. Il ressort à 41 720 (CVS). À noter que les femmes, les moins de 25 ans et les plus de 50 ans connaissent une baisse (-0,5 %, -2,3 %, et -0,8 %, CVS, respectivement). Le solde d'opinion sur l'emploi extrait de l'enquête de conjoncture est stable.

Pour pallier aux conséquences de la mobilisation contre la « vie chère », la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS) a mis en place un dispositif d'emploi partiel pour les entreprises. La DEETS a indiqué que 127 entreprises avaient effectué des demandes de chômage partiel (données à fin octobre) pour un total de 1200 salariés (ce qui représente 1,3 % de l'emploi privé en Martinique).

Au deuxième trimestre 2024, les effectifs salariés étaient en baisse par rapport au premier trimestre (-0,4 %, CVS).

Solde d'opinion sur les effectifs et évolution des effectifs salariés (en %)



Sources : Insee, Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent plutôt à la baisse ce trimestre. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement est stable ce trimestre, mais en hausse tendancielle depuis le début de l'année (+15,4 %). Les retraits de carte bancaire (-4,8 %), les incidents sur chèques (-4,9 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-0,8 %) sont en baisse, comme les incidents de paiements (-0,4 % mais en hausse de 3,7 % sur un an).

La consommation se maintient

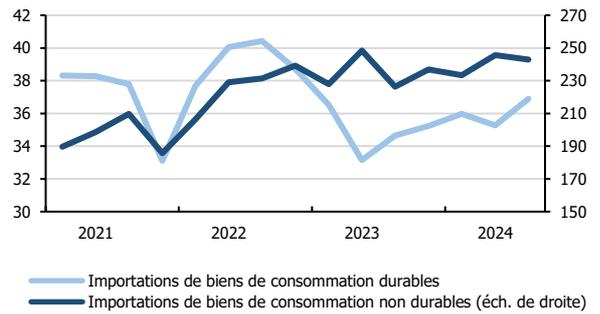
La consommation, bien qu'en partie contrainte par le mouvement social qui a débuté le 1^{er} septembre (barrages, couvre-feu) se stabilise.

Les recettes de TVA progressent légèrement (+0,6 %, CVS) et celles d'octroi de mer sont en baisse (-0,9 %, CVS) au 3^{ème} trimestre. Sur les 9 premiers mois, elles s'inscrivent en hausse (respectivement +2,4 % et +4,4 %) soit un niveau proche de la hausse des prix (2,3 % sur un an). Les importations de biens de consommation non durables (-0,6 %, CVS) sont en léger recul ce trimestre, alors que celles des biens durables progressent (+5,2 %, CVS).

Les ventes de véhicules aux particuliers reculent au 3^{ème} trimestre (-13,1 %, CVS). Les encours de crédits à la consommation sont en légère hausse à fin septembre (+1,2 % par rapport à fin décembre). Le solde d'opinion sur le niveau d'activité dans le secteur du commerce reste très dégradé au troisième trimestre.

Le SMIC sera revalorisé de 2 % au 1^{er} novembre 2024. Il s'agit d'un relèvement anticipé du SMIC. Le salaire minimum ne sera donc pas revalorisé au 1^{er} janvier 2025.

Importations de biens de consommation
(en millions d'euros, CVS)



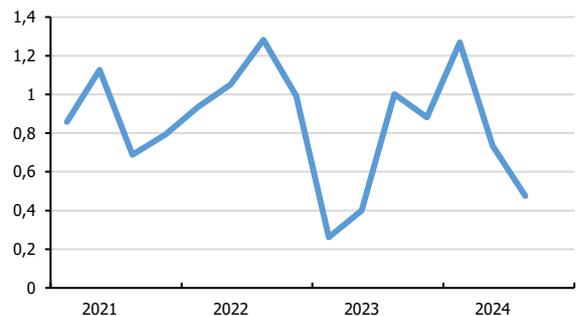
Source : Douanes © IEDOM

La dynamique d'investissement s'essouffle

Près de la moitié des entreprises prévoient d'investir dans les douze prochains mois selon l'enquête de conjoncture, avec de fortes disparités selon les secteurs. Les prévisions d'investissement sont bien orientées dans les secteurs de l'hôtellerie/tourisme et des autres industries, contrairement aux autres secteurs d'activité. L'encours des crédits de trésorerie est en légère progression à fin septembre (+0,4 % par rapport à fin décembre).

Les importations de biens d'investissement sont en baisse (-6,8 %, CVS, sur le trimestre) tout comme les immatriculations de véhicules utilitaires (-4,8 %, CVS, sur le trimestre, et -12,6 %, CVS, sur un an).

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

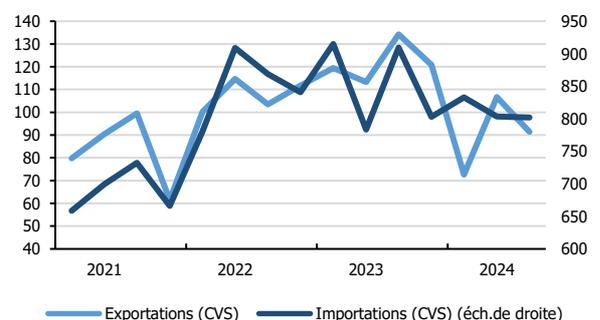
Hors produits pétroliers, le déficit commercial se réduit légèrement

Au troisième trimestre, les importations hors produits pétroliers reculent de 1,0 % (CVS) et les exportations hors produits pétroliers baissent de 5,9 % (CVS). En conséquence, le déficit commercial hors produits pétroliers se réduit légèrement (-0,5 %, CVS).

Les exportations de produits pétroliers chutent de 7,5 % (CVS) sur le trimestre alors que les importations de produits pétroliers sont en progression de 5,3 % (CVS). Le solde, déjà négatif, se creuse de 11,7 % (CVS). Par rapport au deuxième trimestre, le prix moyen du baril de Brent est en baisse (79,8 \$, soit -5,6 %).

De fait, le déficit commercial total se creuse de 1,1 % (CVS) sur le trimestre. Les exportations totales diminuent (-6,6 %, CVS), alors que les importations totales sont relativement stables (+0,1 %, CVS).

Échanges extérieurs (hors services)
(en millions d'euros)



Source : Douanes © IEDOM

L'activité en baisse dans une majorité de secteurs

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, l'activité est de nouveau en baisse sur le trimestre. Les charges d'exploitation et le niveau des trésoreries se dégradent. En revanche, les entreprises du secteur auraient renforcé leurs effectifs. Le solde d'opinion sur les délais de paiement est relativement stable. Les volumes d'abattage sont relativement stables (+0,6 %, CVS, par rapport au deuxième trimestre). Dans le détail, les volumes d'abattage de bovins sont en hausse (+4,0 %, CVS) et ceux de porcins sont stables (+0,1 %, CVS). Concernant la campagne cannière 2024, les tonnages de cannes broyées sont plutôt stables par rapport à 2023 (-1,1 % en 2024 par rapport à 2023). Par rapport à la campagne précédente, les tonnages de cannes livrées aux distilleries sont en hausse (+2,1 %) mais en baisse pour la sucrerie du Galion (-17,9 %).

L'activité est également en baisse dans le secteur des **autres industries**. Les entreprises sondées révèlent que la trésorerie et les charges d'exploitation se sont dégradées. En revanche, le solde d'opinion relatif aux délais de paiement s'améliore et le solde d'opinion sur les effectifs se stabilise.

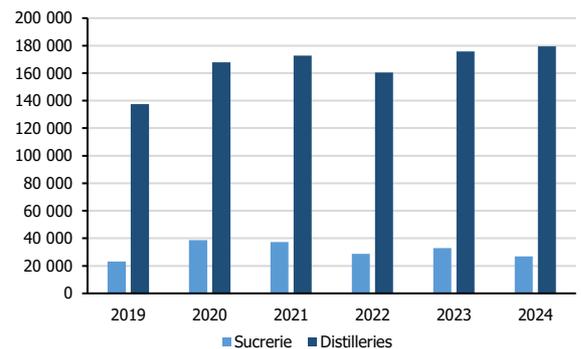
Le secteur du **BTP** voit également son activité se dégrader fortement au troisième trimestre. Les ventes de ciment sont en baisse sur le trimestre (-9,1 %, CVS). Le nombre de logements commencés s'établit à 1 400 en septembre 2024 (en cumul sur 12 mois), contre 2 600 en septembre 2023, soit une baisse de 46 %. Le nombre de logements autorisés ressort à 2 200 en septembre 2024 (en cumul sur 12 mois), contre 2 700 en septembre 2023, soit une baisse de 19 %. Toutefois, les soldes d'opinion sur le niveau des trésoreries et sur les charges d'exploitation semblent s'améliorer, après une longue période de dégradation. Concernant les délais de paiement, la situation se détériore. Les effectifs sont en repli sur le trimestre.

Dans le secteur du **commerce**, l'activité des entreprises fléchit. Excepté les trésoreries qui s'améliorent, l'ensemble des autres indicateurs sont mal orientés. Les soldes d'opinion sur les charges d'exploitation, sur les effectifs, sur les délais de paiement et sur les prévisions d'investissement se dégradent sur le trimestre. Le secteur a été particulièrement impacté par les exactions commises en marge du mouvement contre la « vie chère » en fin de trimestre.

Concernant le secteur **des services aux entreprises**, l'activité est stable ce trimestre, après plusieurs trimestres de baisse. En revanche, les soldes d'opinion mettent en lumière certaines fragilités. Les charges d'exploitation et les trésoreries se détériorent et les prévisions d'investissement sont mal orientées.

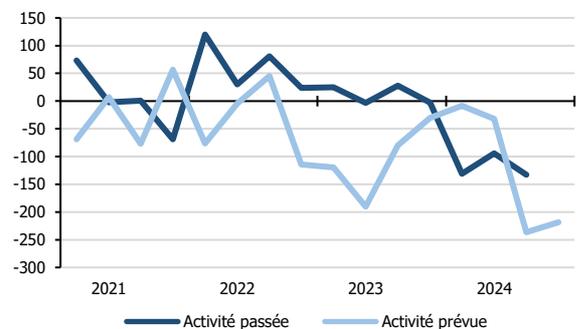
Enfin, dans **l'hôtellerie/tourisme**, l'activité serait en progression d'après l'enquête de conjoncture. Pourtant, le nombre de nuitées hôtelières est en baisse (-5,2 %, CVS, sur le trimestre), et le nombre de passagers à l'aéroport diminue légèrement (-0,8 %, CVS). Les autres indicateurs sont globalement bien orientés. Les soldes de gestion des entreprises (charges d'exploitation, délais de paiement, trésorerie) s'améliorent, tout comme les soldes d'opinion sur les effectifs et sur les prévisions d'investissement.

Cannes broyées (en tonnes)



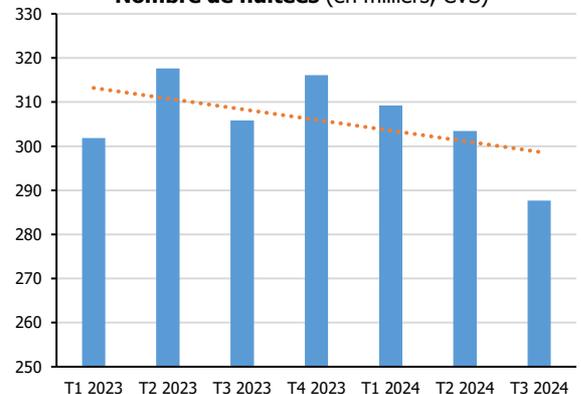
Sources : Centre Technique de la Canne et du Sucre (CTCS) et SICA Canne-Union © IEDOM

Solde d'opinion d'activité des entreprises du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Nombre de nuitées (en milliers, CVS)



Source : Insee © IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

RECU DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LA CARAÏBE, MAIS CROISSANCE POSITIVE EN REPUBLIQUE DOMINICAINE ET À SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

Selon une étude récente de l'ONU publiée le 22 novembre 2024, les investissements étrangers directs (IED) dans les économies des Caraïbes et de l'Amérique latine connaissent une baisse alarmante depuis la pandémie de COVID-19. Cette diminution affecte particulièrement les secteurs clés tels que le tourisme et la santé, essentiels à la croissance économique de la région.

La Commission économique des Nations Unies pour l'**Amérique latine et les Caraïbes** indique que l'IED représente désormais moins de 10 % du PIB dans la plupart des économies caribéennes. Seuls le Guyana (34 %, grâce à l'essor de l'industrie pétrolière), Antigua-et-Barbuda (14 %) et la Grenade (13 %) affichent des ratios supérieurs. En revanche, des pays comme la Jamaïque, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines présentent des ratios bien inférieurs à ceux d'avant la pandémie. Cette faiblesse des investissements menace de ralentir les progrès dans des secteurs essentiels tels que les infrastructures, l'éducation et la santé, compromettant les perspectives de croissance à long terme.

Les autorités de l'île de **Cuba** prévoient une contraction économique de 3,5 % pour 2024, aggravant la crise actuelle. Cette situation est exacerbée par les dommages majeurs causés par le passage de deux ouragans suivis d'un séisme, entraînant des pertes estimées à 1,2 milliard de dollars.

La **République dominicaine** bénéficie d'une contribution non remboursable de 10 millions d'euros de l'Union européenne dans le cadre du programme régional « Verdissement du système financier des Caraïbes ». Cette initiative vise à promouvoir des pratiques financières durables, avec pour objectif de réduire les émissions de CO₂ de 15 % d'ici 2030.

Le produit intérieur brut (PIB) de **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** aurait augmenté de 6 % en 2023, avec une prévision de croissance de 5 % pour 2024, positionnant le pays parmi les plus dynamiques de la région. Cette croissance est principalement attribuée à une augmentation de 12 % des exportations agricoles et à une hausse de 8 % des arrivées touristiques.

Sources : ONU, DG Trésor

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DÉCEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux Olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 points à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 points chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nipponne pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamiques sur les autres continents, s'établissant à 3,3 % en Europe, 2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et 3,6 % pour l'Afrique sub-saharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI, Insee